

Copyright © El Correo Page 1/2

Morales met en garde contre un soulèvement populaire.

Agence France-Presse

La Paz. Le jeudi 16 novembre 2006

Le président socialiste bolivien Evo Morales a mis en garde jeudi contre un soulèvement populaire si l'opposition de droite, qui contrôle le Sénat, n'approuvait pas sa réforme agraire.

« Si quelques parlementaires ne veulent pas modifier la loi de réforme agricole de 1996, (INRA) le peuple va se soulever pour la faire modifier par la force », a déclaré M Morales.

Le changement de la loi agricole de 1996 a été approuvée mercredi par la chambre des députés de La Paz où le MAS (Mouvement vers le socialisme), le parti du président Morales, détient la majorité.

La réforme agraire vise à distribuer plusieurs millions d'hectares de terres appartenant à l'État et d'autres déclarées non-productives. Cette réforme pourrait toucher des terres acquises frauduleusement selon le gouvernement et celles achetées par des spéculateurs.

D'autre part, sept députés d'Unité Nationale, une formation de centre droit, ont commencé une grève de la faim à Sucre (sud-ouest), où se tient l'Assemblée constituante, jusqu'à ce que celle-ci reconnaisse que la nouvelle Constitution doit être approuvée par une majorité des deux tiers.

La loi convoquant l'Assemblée constituante stipulait que la future Constitution devrait être impérativement ratifiée à la majorité des 2/3, mais le MAS, le parti de M Morales, qui ne possède que la majorité simple, veut revenir sur cette disposition.

Le candidat à la présidence Samuel Doria Medina, qui participe à la grève de la faim, a expliqué qu'il avait pris cette « décision extrême parce que la démocratie était en jeu et parce qu'il réclame la concertation ».

Le MAS détient 54 % des 255 députés de la Constituante.

Copyright © El Correo Page 2/2